

COMMUNIQUE

« Non aux décisions encourageant la pensée unique ! Non à la dictature ! »

L'urgence sanitaire n'est pas un motif pour étouffer les voix discordantes, les acteurs ayant des opinions/avis différents de ceux du pouvoir et restreindre la liberté d'expression. Cela ne fera que fragiliser la lutte contre la COVID19 et mettre en péril la démocratie, fondement de la République de Madagascar.

Face à la décision interministérielle portant application de l'article 24 de l'arrêté n°10001/2021, le 22 Avril 2021 interdisant pour la durée de l'état d'urgence sanitaire les émissions audiovisuelles à caractère social, économique et politique dans certaines régions de Madagascar, l'Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM) et les Organisations de la Société Civile signataires de ce présent communiqué déplorent la violation du droit des citoyens de s'exprimer, de s'informer mais également le droit des médias de s'exprimer et d'informer en toute liberté.

Cette liberté est consacrée par les articles 10 et 11 de la Constitution. Elle est également définie par la DUDH (Déclaration Universelle des Droits de l'Homme) à laquelle Madagascar s'est souscrite :

- Art 18 : Toute personne a droit à la liberté de pensée.
- Art 19 : Tout individu a droit à la liberté d'opinion et d'expression, ce qui implique le droit de ne pas être inquiété pour ses opinions et celui de chercher, de recevoir et de répandre, sans considérations de frontières, les informations et les idées par quelque moyen d'expression que ce soit.

Par conséquent, nous exigeons l'annulation de cette décision interministérielle pour laisser les médias travailler en toute quiétude, les citoyens exprimer leurs idées et prendre connaissance d'autres opinions.

La pluralité des sources d'informations, des propositions/idées, les critiques, et l'existence d'un débat facilitent la prise de décision des dirigeants et des parties prenantes et aident les citoyens à mieux s'informer et à être plus responsables face à cette lutte commune contre la COVID19.

Nous rappelons également que Madagascar est entré en situation d'urgence sanitaire, et ne se trouve nullement en conflit ou en guerre. Il importe ainsi de maintenir à flots la vie économique, politique dans le respect de la législation en vigueur, tout en appliquant les mesures sanitaires contre la COVID19.

Le pouvoir entre les mains de l'Exécutif utilisé dans le but coordonner et mettre en œuvre la lutte contre la COVID19 **ne DOIT EN AUCUN CAS** être un instrument pour museler et étouffer, et ainsi, mettre en péril la démocratie à Madagascar.

Nous invitons les citoyens, les acteurs nationaux, le secteur privé surtout les propriétaires d'entreprises de presse et de communication, les syndicats, l'église surtout le FFKM, les autorités traditionnelles, les leaders politiques et les partis politiques, les institutions défenderesses des droits humains et de l'état de droit (CNIDH, HCDDDED), le pouvoir législatif (Assemblée Nationale, Sénat), les organisations/entités étrangères défenderesses des droits humains (Haut-Commissariat aux Droits de l'Homme, Amnesty International, CIVICUS, Frontline Defenders, Reporters Sans Frontières, etc.) ainsi que les partenaires techniques et financiers représentés à Madagascar (Union Africaine, Southern African Development Community, Banque Mondiale, Fonds Monétaire International, Système des Nations Unies, Union Européenne, France, Allemagne, Suisse, Etats-Unis, Afrique du sud, Russie, Chine, Norvège, Royaume-Uni, etc.) à prendre leurs responsabilités et à dénoncer cette décision dans les plus brefs délais.

Antananarivo le 24 avril 2021

Les signataires :

Ordre des Journalistes de Madagascar (OJM)	Observatoire de la Jeunesse
Alliance Voahary Gasy (AVG)	Observatoire des élections SAFIDY
Centre d'Echange et de Documentation Inter-Institutionnel (CEDII)	ONG AIM
Coalition des radios de Madagascar	ONG FIANTSO
Coalition Nationale de Plaidoyer Environnemental (CNPE)	ONG HITSY
Collectif des Citoyens et des Organisations Citoyennes (CCOC)	ONG IVORARY
Conseil national des femmes de madagascar (CNFM)	ONG LALANA
Dinika sy Rindran'ny Vehivavy (DRV)	ONG RAVINTSARA
Fikambanan'ny Tanora Miaro ny Fahamarinana (FTMF)	ONG SAF/FJKM
Gny To Tsy mba Zainy (GTZ)	ONG SAHA
ILONTSERA	ONG TOLOTSOA
JAI Association	PACA
KMF/CNOE-Fanabeazana Olompirenena	Plateforme des Fédérations des Personnes Handicapées (PFPH)
Liberty 32	Plateforme Nationale des OSC de Madagascar (PFNOSCM/Vohifiraisana)
Mouvement pour l'Education pour tous (MonEPT)	Sehatra lombonana ho an'ny Fananan-tany (SIF)
Mouvement ROHY	TAFO MIHAAVO
MSIS-TATAO	Transparency International – Initiative Madagascar (TI-MG)
	Young Men/Women Christian Association (YMCA)